

# CORDOBA WORKSHOPS REPORTS

## Rapport de la V<sup>e</sup> Plateforme Sahel Atelier sur la promotion de la paix

Bamako, 27 - 28 février 2018

*Auteurs*

Abdoulaye Bâ  
Sarah Franck



**FONDATION CORDOUE DE GENÈVE**  
CORDOBA FOUNDATION OF GENEVA - مؤسسة قرطبة بجنيف

© Fondation Cordoue de Genève, 2018

Fondation Cordoue de Genève  
Case postale 360  
CH -1211 Genève 19  
Tél : +41 (0) 22 734 15 03  
Fax : +41 (0) 22 734 10 34  
info@cordoue.ch  
www.cordoue.ch

## Rapport de la Vème Plateforme Sahel **Atelier pour la promotion de la paix**

Bamako, Mali  
27 – 28 février 2018

**Auteur :** Abdoulaye Bâ

**Co-auteur :** Sarah Franck

**Mise en page et couverture :** Amine Lakhdar

Ce rapport peut être consulté en ligne sur [www.cordoue.ch](http://www.cordoue.ch)

Les opinions exprimées dans ce rapport présentent les vues du contributeur, et pas nécessairement ceux de la Fondation Cordoue de Genève.

## RESUMÉ

La cinquième Plateforme sur la promotion de la paix au Sahel, qui s'est tenue au Mali, les 27 et 28 février et organisée par la Fondation Cordoue de Genève (FCG) et son partenaire le Département des affaires étrangères suisse (DFAE), a abordé la thématique des écoles coraniques au Sahel et plus particulièrement au Mali ainsi que la thématique de la coopération humanitaire au Tchad. Elle a, en outre, permis de faire le suivi des projets en cours au Mali, au Tchad, au Nigeria, en Mauritanie. Elle a réuni une trentaine de participants aux profils variés (leaders religieux et traditionnels, acteurs de la société civile, du monde politique et du monde des médias, experts et académiciens). Cette rencontre a aussi été l'occasion de faire une évaluation plus approfondie du projet « Plateforme Sahel » du programme Sahel de la FCG.

Les pistes d'action principales identifiées à l'issue de cet évènement sont les suivantes :

1. Assurer le suivi d'un projet visant à l'« intégration » (ou arrimage) des écoles coraniques dans le système formel malien ; une piste qui a été désignée comme une priorité par une grande majorité des participants et, particulièrement, par la délégation malienne. La terminologie a été l'objet de discussions et un travail de réflexion va être mené sur cette question. De plus, les parties prenantes maliennes ont demandé un soutien concret à la FCG, en termes technique/d'expertise et de renforcement des capacités ;
2. Evaluer la faisabilité de la mise sur pied d'une plateforme inclusive réunissant les acteurs caritatifs au Tchad et en assurer le suivi si nécessaire ;
3. Poursuite du travail mené par les chercheurs nigériens, les leaders religieux reconnus et les professionnels des médias au Nigeria et, éventuellement, trouver des ponts de collaboration sur cette thématique avec d'autres pays du Sahel ; les participants ayant en effet identifié le projet visant à lutter contre l'extrémisme violent au Nigeria comme une réelle source d'inspiration.
4. D'un point de vue de gestion de projet il a été demandé à la FCG d'assurer un suivi renforcé des projets sur le terrain, à travers des visites de terrain, des échanges plus réguliers avec les acteurs en charge des projets, mais aussi par la mise en place d'un mécanisme élaboré de monitoring et évaluation ;
5. Assurer la continuité du projet « Plateforme Sahel », dont l'utilité et la pertinence ont été soulignés par un grand nombre de participants, qui voient dans cette rencontre une opportunité unique d'échanges et d'enrichissements mutuels sur des thématiques sensibles et souvent transrégionales.

## CONTENTS

RESUMÉ .....	3
I. CONTEXTE.....	5
II. GENESE ET ORGANISATION DE LA PLATEFORME SAHEL V.....	5
III. COMPTE RENDU DES DISCUSSIONS PAR SESSION ET THEMATIQUE ABORDEE .....	6
A. LES ECOLES CORANIQUES AU SAHEL :.....	6
B. ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET « CONSTRUCTIVE ALTERNATIVE NARRATIVES » ET EXTREMISME VIOLENT AU NIGÉRIA :.....	9
C. L'ACTION CARITATIVE AU TCHAD.....	9
D. EVALUATION DU PROJET « PLATEFORME SAHEL » DU PROGRAMME SAHEL .....	10
IV. PISTES D'ACTION POUR LA SUITE DU PROGRAMME SAHEL DE LA FCG .....	10
V. PROCHAINES ETAPES.....	11



## I. CONTEXTE

La Fondation Cordoue de Genève (FCG), en collaboration avec le Programme Sahel du Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE), ont organisé, les 27 et 28 février 2018, à l'hôtel ONOMO de Bamako (Mali), les assises de la cinquième Plateforme Sahel. Trente-trois (33) participants en provenance de Mauritanie, du Mali, du Niger, du Nigéria et du Tchad y ont pris part. Ils étaient d'un échantillon représentatif des structures de la société civile dans les divers pays : Imams, enseignants coraniques, experts de l'éducation, associations de femmes actives dans les dynamiques de dialogue et de paix, des chercheurs indépendants et des consultants. Un haut cadre du ministère de l'éducation malienne, en charge du dossier de l'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif malien (réflexion et processus en cours) a participé, de manière assidue et active, à toutes les sessions. Cette Plateforme a été aussi marquée par la participation active d'une personnalité politique de haut rang du Nord Mali, à savoir une députée (majorité présidentielle) de Tessalit. Ont également participé, à titre d'observateurs, des fonctionnaires du DFAE (Direction du développement et de la coopération (DDC), Division Sécurité humaine (DSH), Bureau de la coopération suisse au Mali (BuCo Mali), ainsi que deux experts-consultants maliens, chargés de produire une étude sur les modalités techniques d'intégration des écoles coraniques pour le compte du comité technique mandaté (depuis 2010 dans le cadre de cette option d'intégration).

La cérémonie d'ouverture a été enrichie de deux importantes allocutions d'ouverture de MM. Cheikh Mahmoud Dicko, Président du Haut-Conseil islamique du Mali (HCIM) et Giancarlo de Picciotto, Directeur du BuCo Mali.

Dans son mot d'ouverture, Cheikh Mahmoud Dicko a hautement rendu hommage au grand engagement de la Suisse en faveur de la paix au Mali. Il a également salué « le travail remarquable que mène la FCG au Sahel et particulièrement au Mali, où elle apporte, selon lui, « un appui aux acteurs Maliens pour arriver à la paix à travers le dialogue ». Il s'est en outre dit disposé à s'engager personnellement et à collaborer pleinement avec la Suisse et la FCG dans tous les domaines pouvant contribuer à ramener la paix et à rétablir la cohésion sociale au Mali.

Pour sa part, le Directeur du BuCo a salué le choix de Bamako et du Mali plus généralement pour accueillir la Vème Plateforme Sahel pour la promotion de la paix. Il a réitéré l'attachement de la Suisse au dialogue comme moyen de résoudre les conflits. Il a insisté sur l'importance que les acteurs travaillent pour encourager l'existence d'espaces séculiers du genre de la Plateforme Sahel dans lesquels, selon lui, le dialogue serait rendu possible entre acteurs religieux, communautaires et autres afin que les points qui divisent soient, selon ses propres termes, « l'objet d'échanges, de discussions sereines et inclusives en vue de dégager des solutions pacifiques et consensuelles »

## II. GENESE ET ORGANISATION DE LA PLATEFORME SAHEL V

L'organisation de cette cinquième édition de la Plateforme s'est déroulée suite à deux missions d'exploration effectuées par un représentant de la FCG au Sahel et un représentant du BuCo Mali dans le cadre du suivi de la situation dans le pays.

Parmi les problématiques lancinantes apparues lors de ces missions, la question des écoles coraniques au Mali, et d'une manière générale dans la région du Sahel, est ressortie comme un facteur potentiel d'impact sur le développement de la paix.

La problématique de ces écoles concerne, pour une grande part, les populations musulmanes à travers tout le Sahel. Ces écoles sont, depuis longtemps, l'objet d'exclusion politique et de discrimination culturelle, car n'étant pas prises en compte par les centres politiques de décision. D'où la pertinence de faire de cette problématique la thématique phare de la Vème Plateforme.

D'autres questions pertinentes relatives au contexte du Sahel ont été abordées. Ainsi, une présentation du projet des chercheurs nigériens sur la production de contenu média dans le cadre du développement de « Constructive Alternative Narrative » afin de pallier à l'extrémisme violent a été suivie avec grand intérêt par les participants à cette édition de la Plateforme Sahel.

Puis, une session a été consacrée à l'action caritative à référentiel religieux dans les pays de la zone, avec comme cas d'étude le Tchad pour la mise en place d'un potentiel projet.

Une dernière session a été dédiée à l'évaluation globale de l'activité « Plateforme Sahel » du programme Sahel de la FCG.

Le débat sur la thématique des écoles coraniques et les modalités de leur intégration dans les systèmes éducatifs formels a été l'occasion d'échanges ayant permis aux participants maliens de s'imprégner des expériences des autres pays en la matière. La présence de plusieurs membres du Comité technique malien, y compris le Conseiller technique du ministère de l'Education nationale, a apporté une valeur ajoutée aux discussions.

### III. COMPTE RENDU DES DISCUSSIONS PAR SESSION ET THEMATIQUE ABORDEE

#### A. LES ECOLES CORANIQUES AU SAHEL :

Les participants, issus du Mali, du Tchad, du Niger, du Nigéria et de Mauritanie ont eu à débattre de cette question, après un tour d'horizon de la situation prévalant dans chacun des pays de la zone. Ils ont relevé de nombreuses inquiétudes liées, notamment, à la situation sécuritaire dans la région. Ils ont mis l'accent sur le cycle infernal de la violence au Mali ainsi qu'à ses frontières, surtout avec le Niger et le Burkina Faso. Ils ont également exploré les pistes connexes de travail pouvant aider à ramener la paix dans ces zones.

Les participants ont majoritairement qualifié la question de l'éducation coranique comme un point d'entrée important en termes de promotion de la paix. Selon un intervenant actif sur le terrain, « avec la crise de 2012, les questions de l'éducation traditionnelle ont ressurgi dans les revendications des groupes armés du nord. Actuellement, elles sont aussi au cœur des points de discorde qui ressortent dans les discussions avec les acteurs locaux ». Selon lui, « elles constitueraient même l'un des points dont se prévalent les membres des groupes violents auprès de certaines communautés locales pour légitimer leur violence et inciter au rejet de la présence d'écoles dites séculières dans ces zones ». La mise à l'écart de cette éducation est perçue par ces populations comme étant la principale source de leur marginalisation et, partant, de l'exclusion et la non reconnaissance de leurs valeurs et cultures sociales qui fondent leur identité spécifique dans le tissu malien.

Selon un intervenant malien, « l'école coranique fait partie du patrimoine culturel des populations de tout le Sahel. Elles sont le premier creuset du savoir traditionnel dans la zone. Ces écoles sont même l'un des fondateurs de l'identité culturelle du Malien, à l'instar de tous les Sahéliens. L'apport des écoles de Tombouctou, de Gao et du Macina dans l'histoire de l'Islam dans la sous-région n'est pas à démontrer », conclut-il. Ce même intervenant ajouta que, dans un pays comme la Mauritanie, les sortants de ces écoles coraniques ont pu être hissés au même niveau que ceux de l'éducation moderne, alors que dans d'autres pays, comme au Mali, ils restent complètement en dehors des circuits des activités publiques. Selon les statistiques de 2011, plus de six cents mille élèves (et étudiants) fréquentaient ces écoles. Ils sont, le plus souvent, laissés pour compte. Ils subissent un déni flagrant de droit à l'éducation dans des conditions décentes. Ils vivent dans la précarité et font face à la stigmatisation, ce qui en fait d'éternels frustrés qui sont disposés à suivre le premier aventurier qui se présente au nom de la religion, selon un intervenant, gérant d'une école franco-arabe au Mali. Pire, d'après lui, les écoles coraniques demeurent régies par un décret colonial datant de 1957 qui les a rattachées au ministère de l'Intérieur. Le colon les percevait comme des foyers de contestation de son pouvoir. Il regardait avec suspicion la mise en avant de la langue arabe perçue comme vecteur de transmission de la religion musulmane. Les élites laïques qui ont hérité la gestion des Etats ont perpétué la situation.

Un intervenant de Mauritanie a présenté les écoles coraniques « comme le modèle d'une éducation archaïque perpétuant des pratiques rétrogrades comme l'esclavage et la domination hégémonique et l'exploitation d'autrui au nom de la religion ». Selon lui, « le modèle est peu viable, car il n'est fondé que sur la récitation et la mémorisation mécanique des versets coraniques, des textes de la genèse et de la littérature rétrograde. Il ne forme que des "élèves-étudiants 30 GB" incapables de comprendre le monde moderne et de s'y intégrer ». Un autre participant de Mauritanie, lui portant la réplique, affirme que les écoles coraniques mauritaniennes sont connues pour être le symbole de l'érudition dans le Sahel et dans le monde arabe, avec un curricula assez riche et varié qui a produit des sommités scientifiques et religieuses réputées. Il explique que les tares évoquées sont plus du fait de pratiques sociales auxquelles certains tentent, par truchement, de trouver une légitimation à travers l'instrumentalisation de la religion, et que la Mahdhra (Ecole coranique) n'a rien à avoir avec cela.

Cet intervenant a également affirmé que la modernisation des curricula des écoles coraniques et l'ouverture d'écoles de formations professionnelles pour ces étudiants, ont facilité l'intégration de ces écoles dans le système d'éducation et dans celui de la formation professionnelle dans le pays. Il s'est félicité qu'en Mauritanie, les sortants de ces écoles sont aujourd'hui des administrateurs, des magistrats, des journalistes, des avocats et des officiers dans les corps de sécurité et de défense, etc. Cette vision a été renforcée par deux intervenants du Tchad et du Niger dont les pays ont connu, selon eux, des exemples réussis d'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif, avec des résultats satisfaisants. Toutefois, ces deux intervenants ont souligné la persistance de difficultés pour des milliers de jeunes enfants "Madjiri" (enfants des écoles coraniques laissés en errance), qui arpentent les rues des villes en quête d'aumône et de nourriture.

Concernant le Nigéria un intervenant affirma que 9.8 millions d'enfants et de jeunes fréquentent aujourd'hui les écoles coraniques dans des structures éparses, avec des curricula variés. Il ajouta que malgré un semblant d'organisation et de structuration au niveau de ces écoles, ces élèves

souffrent de logiques d'exclusion mettant à mal la cohésion sociale. Ceci aurait fait de certains d'entre eux des adeptes inconditionnels de l'idéologie de Boko Haram et ses soldats.

Les divers intervenants du Mali se sont accordés sur le fait que dans certaines zones, même bien avant la crise, les écoles coraniques étaient souvent les seuls établissements éducatifs accessibles là où le gouvernement était présent (nord et centre). Avec son retrait de certaines zones au Mali, l'éducation traditionnelle représente désormais plus de 90% de l'offre éducative. Une situation vécue par les populations dans la plupart des régions du nord (Kidal, Tessalit, Gao et Tombouctou) et au centre, particulièrement dans la région de Mopti et certaines zones de Ségou. Les participants maliens ont regretté qu'au Mali, un lettré arabisant soit considéré comme analphabète parce qu'il ne parle pas français. De ce fait, il serait largement exclu des circuits socio-professionnels. Ainsi, des milliers de cadres bien formés dans les pays arabes (ingénieurs et autres) ne trouvent donc d'autres débouchées que d'enseigner la langue arabe ou seraient condamnés à l'émigration.

Le Conseiller technique du ministre de l'Education nationale a réitéré la volonté du gouvernement malien de remédier à cette situation par le biais de l'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif formel, selon les modalités qui sont en cours de définition et d'élaboration par un Comité technique mis en place à cet effet depuis 2010. A cette occasion, ajouta-t-il, le cas des diplômés en langue arabe sera sûrement examiné.

***Les discussions ont permis de faire les constats suivants sur la situation des écoles coraniques au Sahel, qui :***

1. ne sont pas le plus souvent reconnues ni intégrées dans les systèmes éducatifs nationaux ;
2. se concentrent sur l'apprentissage du Coran et de la langue arabe ;
3. n'ont pas de curriculum unifié ;
4. sont très mal organisées ;
5. et leurs sortants sont vulnérables face aux recruteurs des groupes armés violents et autres.

Verbatim d'un participant illustrant ces conclusions :

*« Les expériences sur le plan international montrent qu'un pont peut être construit par le dialogue entre écoles modernes et écoles coraniques avec une intégration dans leur curriculum de disciplines dites séculières. Un tel processus, conduisant à la reconnaissance des diplômes par le ministère de l'éducation est néanmoins sensible politiquement, car souvent perçu comme une prise de pouvoir. Il doit donc évoluer selon une dynamique de dialogue bien construit, incluant toutes les parties concernées : professeurs des écoles coraniques, parents d'élèves, mais aussi savants musulmans influents et crédibles aux yeux de tous – y compris aux yeux des groupes insurgés ».*

Suite aux discussions, les participants maliens ont affirmé être désormais mieux outillés sur les pistes à suivre pour travailler sur la thématique des écoles coraniques, sur la base d'expériences déjà existantes et propices à être adaptées au contexte malien.

***Les résultats de l'étude en cours mandatée par le ministère de l'Education nationale permettront également d'intégrer les idées exposées qui aideront, entre autres, à répondre aux grandes interrogations :***



1. Quel type d'organisation adopter pour les écoles coraniques ?
2. Quel statut leur appliquer ?
3. Quelles ressources leur allouer ?
4. Quel curricula suivre ?
5. Quelle méthodologie (et pédagogie) adopter ?
6. Comment décliner cela et le mettre en harmonie avec la nature laïque de l'Etat, tout en assurant l'égal accès de tous les enfants du pays à une éducation valorisante, à même d'enraciner les valeurs civiques et citoyennes aux apprenants ?

#### B. ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET « CONSTRUCTIVE ALTERNATIVE NARRATIVES » ET EXTREMISME VIOLENT AU NIGÉRIA :

Les deux chercheurs nigériens, qui avaient conduit une étude-recherche sur le discours à développer face à la rhétorique du groupe Boko Haram ont présenté l'état d'avancement de leurs travaux. Le texte qui avait été adopté par un groupe de cheikhs au niveau local est désormais accessible en arabe, haoussa, et anglais. Ce texte intitulé « A critical discourse of BH's Ideology » a par ailleurs servi comme base de production de contenu média, des outils de communication exploitables dans la prochaine phase du projet visant à disséminer, dans les médias nigériens, des « constructive alternative narratives » produites dans le cadre de ce projet. Cet aspect « dissémination » avait fait l'objet d'une rencontre, organisée en janvier dernier à Abuja. Elle avait réuni des représentants de grands médias nigériens et des acteurs religieux locaux. Des clips vidéo, des chansons et des témoignages sur la notion du « Jihad » ainsi que des articles de presse et des postings susceptibles d'être disséminés sur les réseaux sociaux ont par la suite été préparés et montés, entre autres par des professionnels des médias. Certains extraits de ces travaux ont été présentés aux participants à la Plateforme Sahel V, qui ont beaucoup apprécié la démarche et la qualité des produits médias.

Les participants ont grandement salué le travail des deux chercheurs et exprimé leur disponibilité à contribuer à une large diffusion et dissémination de ce travail qu'ils ont qualifié d'important dans le cadre de la sensibilisation à la prévention et à lutte contre l'extrémisme violent dans les communautés locales. Certains ont en outre préconisé qu'un travail similaire soit mené dans leurs pays respectifs afin de mieux adapter les éléments de discours et les langues de transmission au contexte spécifique de chaque pays. En attendant, ils ont souhaité que le travail déjà disponible soit traduit également en langue française pour une plus large exploitation au Sahel.

#### C. L'ACTION CARITATIVE AU TCHAD

Suite à une présentation faite par un représentant du courant Sunni (salafi) au Tchad sur la thématique de l'action caritative, il est apparu que les lignes de fractures intra et interreligieuses, ainsi que l'élément culturel (langue) et ethnique, sont des dimensions déterminantes dans le travail des organisations et structures agissant dans ce cadre. En effet, les acteurs de chaque confession et ethnie travailleraient essentiellement dans leur milieu et au bénéfice exclusif de leurs congénères. Ceci réduirait grandement l'efficacité de l'action de ces structures et contribuerait à renforcer et à approfondir les différentes lignes de fractures et divisions dans le pays.

Les représentants du culte chrétien ont fait part de leur attachement aux valeurs de la fraternité, de solidarité et d'aide aux personnes indigentes, nonobstant leur religion ou leur appartenance ethnique. Ils ont déploré la situation du caritatif dans leur pays.

En marge de cette session, les participants tchadiens ont convenu de se retrouver à N'Djamena pour discuter des modalités de la création d'une Plateforme des organisations caritatives tchadiennes. L'objectif serait de mutualiser les efforts des organisations caritatives confessionnelles (et séculières plus tard) pour une meilleure gestion des interventions et le renforcement de la cohésion sociale dans le pays.

#### D. EVALUATION DU PROJET « PLATEFORME SAHEL » DU PROGRAMME SAHEL

Une grande majorité (+75%) a jugé le concept de la « Plateforme Sahel » assez novateur dans le contexte de la zone. Selon eux, c'est le seul cadre qui réunit autant d'acteurs religieux, culturels, sociaux et membres de la société civile pour discuter de l'ensemble des problématiques et défis auxquels fait face la région. Ils ont positivement apprécié l'approche de la FCG en matière de transformation de conflit, sa manière d'encourager et de travailler pour le dialogue à travers la pratique (diap Praxis) et la médiation.

Une importante partie des participants (87%) a préconisé la poursuite des rencontres de la Plateforme Sahel, vu l'important rôle qu'elle joue comme cadre d'échange, de réflexion et de travail pour trouver des réponses concertées aux problématiques de la zone (prévention de l'extrémisme violent, initiatives de dialogue et de médiation, formations, réseautage, etc.).

### IV. PISTES D'ACTION POUR LA SUITE DU PROGRAMME SAHEL DE LA FCG

#### REGIONAL

L'idée d'intégrer les écoles coraniques dans les systèmes éducatifs des pays de la zone a fait l'unanimité. Toutefois les participants ont souligné la sensibilité du terme « intégrer » et il serait intéressant de réfléchir à un terme alternatif selon eux. Certains participants ont proposé le terme « arrimer ».

Les participants ont également recommandé de trouver un terrain d'entente, au Sahel, en matière d'éducation conjuguant, à la satisfaction de tous, l'éducation traditionnelle et religieuse mais aussi l'éducation séculière et la citoyenneté. Ceci apporterait, selon eux, une contribution significative et durable aux problèmes de cohésion sociale et offrirait des perspectives socio-professionnelles aux sortants. Ceci permettrait aussi, et dans une certaine mesure, de prendre en considération les revendications politico-religieuses aussi bien au Mali qu'ailleurs dans le Sahel.

#### MALI

Les participants et partenaires maliens ont suggéré un accompagnement plus soutenu de la FCG et du DFAE au processus de réflexion en cours pour l'intégration/arrimage des écoles coraniques dans le système éducatif malien. Ils ont souhaité que la FCG mette son expertise en matière de dialogue et de transformation de conflit au service du Comité de suivi de la mise en œuvre des résultats du

Forum national de l'éducation (2008), qui avait exigé l'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif.

## NIGERIA

---

Concernant les travaux des deux chercheurs nigériens sur la prévention de l'extrémisme violent, certains participants ont recommandé que des projets et activités similaires, ciblant directement les populations par un discours cohérent et bien articulé en langues locales, soient aussi initiés dans leurs pays.

## TCHAD

---

Les participants ont recommandé que le travail caritatif soit éloigné des considérations religieuses, confessionnelles étroites ou ethniques et encore moins politiques. Ils ont appelé à ce que l'action caritative soit désintéressée et qu'elle soit au service de toutes les populations ayant besoin d'aide, sans aucune distinction.

## V. PROCHAINES ETAPES

### MALI

---

Les responsables du Comité de suivi de l'intégration des écoles coraniques devraient soumettre à la FCG et au DFAE, en passant par le Buco, une proposition écrite sur les attentes concrètes de la commission et les modalités de collaboration (renforcement des capacités en termes de transformation du conflit et médiation ; appui technique et expertise en termes de dialogue et mise en place de Safe Mediation Space). Envisager un processus de dialogue axé sur la pratique (diapraxis) sur la thématique de l'éducation coranique et dans une perspective de transformation de conflit, en lien avec le Comité de suivi susmentionné. Par un tel processus de diapraxis avec comme issue potentielle le développement d'un curriculum « intégré » pour les écoles coraniques, la donne de l'exclusion des écoles coraniques serait objet d'une dynamique de transformation de conflit en constituant la base d'un dialogue inclusif au niveau local (Centre particulièrement) entre différents acteurs (communautés, Etat, chefs religieux, groupes armés, entre autres).

Une prochaine étape de planification au sujet des écoles coraniques au Mali pourrait être l'organisation d'un atelier impliquant tous les acteurs concernés par le développement d'un tel processus, et ce après que le bureau d'études mandaté aura restitué ses travaux.

### TCHAD

---

Le travail de suivi de la mise en place d'une plateforme des organisations caritatives à référentiel religieux comme point d'entrée dans une action commune de solidarité pour dissiper les clivages et mener vers un dialogue intra et interreligieux au Tchad sera menée par la FCG.